

Europe : et si on passait à l'action ?

Stéphane HESSEL et le collectif Roosevelt 2012

En Allemagne, on ne parle que de ça : y aura-t-il un référendum pour approuver les nouveaux traités européens, négociés à partir du sommet des 18-19 octobre ? Ce serait historique : il n'y a pas eu de référendum en Allemagne depuis 1945 !

Mais à une crise historique, réponse historique. L'Europe va s'effondrer si nous ne sommes capables d'en changer radicalement le fonctionnement démocratique et les règles du jeu sociales, fiscales et écologiques.

Toutes les rustines posées depuis la Chute du Mur en 1989 ont rendu son fonctionnement insupportable pour les citoyens. Et tous les sommets-de-la-dernière-chance convoqués depuis 5 ans ont, certes, permis d'éviter l'effondrement mais ils ne se sont pas attaqués aux causes profondes de la crise : le chômage, la précarité, la baisse de la part des salaires et le dumping fiscal européen : en vingt ans, le taux moyen d'impôt sur les bénéficiaires est passé de 37 % à 25%. Faut-il s'étonner que la dette augmente ?

Un diagnostic nouveau

Qu'est-ce qui cloche ? Pourquoi tout ce qui a été fait depuis 5 ans dans l'ensemble des pays occidentaux a-t-il échoué à nous sortir de la crise ? Après 5 ans d'échec, il faut évidemment se demander si le diagnostic commun est le bon : d'où vient la crise ? Pourquoi tous nos pays ont-ils tellement de dettes ? Pourquoi l'économie tombe-t-elle en récession si on cesse d'augmenter la dette ?

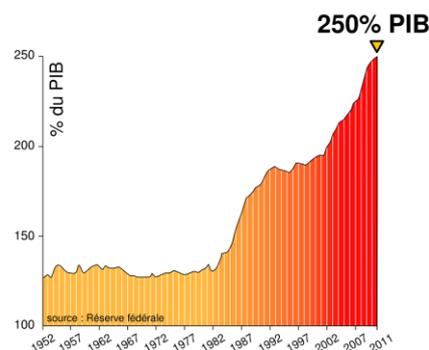
C'est en observant l'évolution de la dette aux Etats-Unis qu'on comprend les causes profondes de la crise (Cf la courbe ci-dessous). Jusqu'en 1981, le ratio dette/PIB était parfaitement stable. L'économie n'avait pas besoin de dette. Des règles collectives assuraient une progression régulière des salaires et un partage équitable des gains de productivité entre salariés et actionnaires. Ce "compromis fordiste" a permis aux Etats-Unis de connaître 30 ans de prospérité. Sans dette. Ni dette privée, ni dette publique.

Mais, en 1981, Ronald Reagan arrive à la Maison blanche. Les libéraux baissent les impôts sur les plus riches, ce qui favorise la dette publique. Et les politiques de dérégulation amènent à la baisse de la part des salaires dans le PIB. C'est à partir de là que des millions d'Américains s'endettent pour maintenir leur niveau de vie.

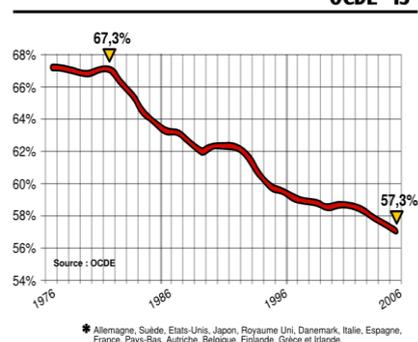
Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, la part des salaires représentait 67 % du PIB en 1982. Elle n'en représente plus que 57 %. Sans doute la part des salaires était-elle un peu trop élevée à la fin des années 1970, mais une baisse de 10 points, c'est colossal. Cette baisse a évidemment un effet négatif sur la consommation des ménages et sur les ressources de l'Etat (impôts sur le revenu et TVA).

"Dans la zone euro, les entreprises prennent chaque année l'équivalent de 1 % du PIB dans la poche de leurs salariés, en plus de ce qu'elles ont fait les années précédentes, explique Patrick Artus¹, directeur des études de Natixis. Pendant des années, l'économie n'a

Dette totale aux Etats-Unis depuis 1952
(hors dette du secteur financier)



Part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises
OCDE - 15*



¹ *Les Incendiaires*, Perrin, 2007.

continué à croître que parce qu'on distribuait par la dette le pouvoir d'achat qu'on ne donnait pas en salaire : sans l'augmentation de la dette des ménages, la croissance serait *nulle* en zone euro depuis 2002."

150 % du PIB qui auraient dû aller aux salariés et à l'Etat. Au total, en 30 ans, ce sont quelques 150 % du PIB de l'ensemble de nos pays qui sont partis vers les marchés financiers au lieu d'aller aux salariés et donc aussi à l'Etat, via la TVA. Cet argent a-t-il profité à la recherche ou à l'investissement ? Non. Toutes les études montrent que l'investissement et la recherche sont stables.

Ces sommes colossales ont été accaparées par un tout petit nombre de citoyens : l'Europe s'est épuisée depuis des mois pour trouver 110 milliards pour sauver la Grèce mais la fortune cumulée des 0,2% les plus riches de la planète est estimée à 39.000 milliards² !

En 2008, tout le monde affirmait que la crise venait du capitalisme dérégulé et du niveau insupportable des inégalités. Stiglitz dénonçait "le triomphe de la cupidité". Mais, depuis deux ans, à cause de la Grèce (où l'Etat et le *non*-Etat sont responsables de la crise), c'est l'Etat qui est de nouveau sur le banc des accusés. Avec une indécence inouïe, les néolibéraux repassent à l'attaque. Quel retournement dramatique !

La question de la dette des Etats est évidemment très importante (90% du PIB en moyenne Zone euro), mais au lieu de bloquer les retraites et de rogner dans le financement de la santé ou de l'éducation, ne faut-il pas utiliser tous les leviers fiscaux possibles pour récupérer une bonne part de la "dette des marchés", ces 150% du PIB que les 0,2 % les plus riches doivent aux peuples de nos pays, si on considère que la part entre salariés et actionnaires était juste et efficace dans les années 1970 ?

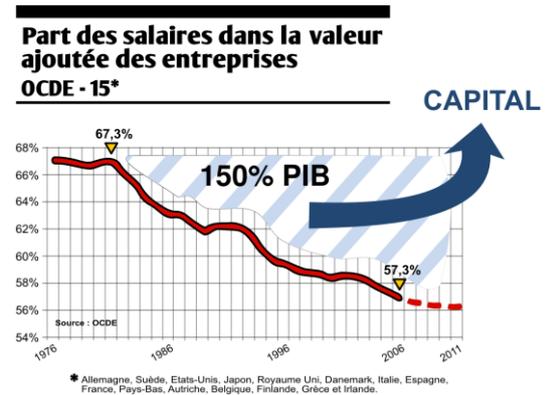
Pourquoi un tel déséquilibre ?

Comment expliquer la baisse de la part des salaires ? C'est la peur du chômage qui a déséquilibré la négociation : quand il y a des millions de chômeurs et de précaires, quand les journaux annoncent toutes les semaines de nouveaux licenciements, la peur du chômage est dans toutes les têtes et déséquilibre complètement la négociation "*Si tu n'es pas content, tu peux aller voir ailleurs.*" Dans de telles conditions, qui peut exiger une augmentation de salaire ou une charge de travail moins stressante ?

Les racines de la crise financière, c'est 30 ans de crise sociale !

A plusieurs reprises depuis un an, Angela Merkel a affirmé qu'il fallait "attaquer la crise à la racine" au lieu de s'attaquer seulement aux symptômes. Elle a parfaitement raison ! Et les racines de la crise, c'est 30 ans de chômage et de précarité³. C'est à cause du chômage de masse que la part des salaires a tant diminué. C'est à cause du chômage, des petits boulots et des petits salaires que nos économies ont besoin de toujours plus de dette. **Le chômage n'est pas seulement une des conséquences de la crise. Il en est l'une des causes premières.**

Pour sortir de notre dépendance à la dette, pour éviter l'effondrement, il faut évidemment réguler les marchés et taxer les plus hauts revenus mais il faut dans le même temps s'attaquer frontalement au chômage : c'est seulement en donnant au plus grand nombre un vrai emploi et une vraie capacité de négociation sur les salaires qu'on sortira durablement de la crise. **Pour toutes ces raisons, il est urgent de réorienter la construction européenne.**



² *Le Figaro* 11 juin 2010

³ L'Allemagne n'est pas épargnée hélas par la précarité : depuis la réforme Hartz 4, il y a tellement de "petits boulots" que la durée moyenne du travail était tombée à 30,3 heures (sans compter les chômeurs) avant la crise de 2008.

En Allemagne, droite et gauche sont d'accord pour un double sursaut démocratique : l'Europe doit être nettement plus démocratique et les nouveaux traités devront être approuvés par les citoyens. On parle d'un référendum paneuropéen, organisé le même jour dans tous les pays d'Europe.

La négociation commence les 18 et 19 octobre. M. Barroso prépare la feuille de route. Allons-nous laisser l'avenir de l'Europe entre les mains de M. Barroso ? Non. Il faut qu'un maximum de citoyens soit associés à cette négociation.

Après 30 ans de dérégulation et de bourrage de crane néolibéral, il y a une bataille intellectuelle à mener. Il faut rassembler nos forces et mettre en commun nos solutions. Voilà pourquoi, nous proposons à toutes les forces citoyennes, politiques, associatives, syndicales qui ont pour objectif de construire une Europe sociale et démocratique de se rassembler. Au lieu de nous diviser sur un Traité qui n'est que la dernière rustine de la vieille Europe, rassemblons-nous pour faire naître une Europe nouvelle.

Ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Ce n'est pas en mettant quelques rustines aux institutions conçues il y a 60 ans pour 6 pays que l'on fera naître une Europe démocratique.

« L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions, affirmait déjà Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères, en 2000. Il faut élarguer les compétences (l'Europe ne doit pas s'occuper de tout) et mettre en place un système entièrement parlementaire. » Aujourd'hui, sur toutes les questions importantes, il faut que les 27 soient d'accord à l'unanimité pour pouvoir changer le contenu d'une politique. La paralysie du politique est assurée. Du coup, ce sont les technocrates ou le marché qui font la loi. Alors qu'avec un système parlementaire, le vote des citoyens, tous les 5 ans, aurait une influence directe sur les politiques européennes –comme le vote lors des élections législatives dans chacun de nos pays.

Rassemblons-nous pour travailler ensemble pendant 3 jours sur l'Europe démocratique, un Traité de l'Europe sociale, la création d'un impôt européen sur les dividendes, une Europe qui s'attaque enfin aux paradis fiscaux et au dérèglement climatique. A l'issue de cette rencontre, nous pourrons, tous ensemble, lancer une campagne qui permettra de peser très fortement sur les négociations en cours.

Entre 1981 et 1984, la construction européenne fut retardée par une dame, Margaret Thatcher, qui exprimait très fortement ses priorités. « *I want my money back.* Je veux mon argent ! » dit-elle en tapant du poing sur la table jusqu'à obtenir gain de cause. En 2012, pourquoi les citoyens ne diraient-ils pas avec autant de force quelles sont leurs priorités ? *We want democracy. We want social progress back.* Nous voulons la démocratie. Nous voulons le progrès social !

Stéphane HESSEL et le collectif ROOSEVELT 2012